

ACTION URGENTE

IL FAUT PROTÉGER LES PETITS AGRICULTEURS DE LA VIOLENCE

Des hommes de main armés ont tiré sur deux villages de travailleurs ruraux dans l'État du Tocantins (nord du Brésil). Cinq dirigeants associatifs ont été désignés comme « personnes à abattre ». Un litige foncier oppose depuis longtemps dans la région des exploitants agricoles locaux à de petits agriculteurs qui luttent pour la réforme agraire.

Une quarantaine de famille vivant à l'Assentamento Santo Antônio Bom Sossego et l'Acampamento Vitória, deux villages de la municipalité de Palmeirante, sont régulièrement menacées par huit hommes armés engagés par un exploitant agricole local. Dans la soirée du 6 juin, ces derniers ont tiré à plusieurs reprises sur les deux villages. Le 4 juin, des habitants les ont entendus se disputer pour décider s'il fallait procéder à une exécution. Le 29 mai, un homme armé a déclaré à un villageois : « Des gens vont mourir ici. » Les travailleurs ruraux se sont également plaints que des hommes portant des lampes torches marchaient autour du périmètre des villages. Cinq membres de ces communautés figureraient sur une liste de personnes visées par les hommes armés.

Les menaces durent depuis octobre 2010. Le 3 octobre, des hommes armés ont incendié plusieurs cabanes de l'Assentamento Santo Antônio Bom Sossego. Le 16 octobre, un ouvrier agricole, Gabriel Vicente, a été abattu. Les personnes travaillant pour le bureau régional d'une ONG nationale qui s'occupe de questions foncières, la Commission pastorale de la terre (CPT), ont reçu une série de menaces de mort en raison de leur soutien à ces deux communautés.

L'Assentamento Santo Antônio Bom Sossego a été créé en 2003 par l'organisme fédéral chargé de la réforme agraire, l'Institut national de colonisation et de réforme agraire (INCRA), et des travailleurs sans terre ont établi l'Acampamento Vitória à proximité. En 2005, des exploitants agricoles ont revendiqué la propriété de terrains dans cette zone et ont commencé à harceler les habitants de ces deux villages. L'an dernier, des bûcherons pratiquant leurs activités illégalement se sont installés dans la région.

Malgré une série de plaintes, la police n'a pas mené d'enquête satisfaisante sur les menaces formulées. Lors d'une réunion entre des procureurs fédéraux, l'INCRA, la CPT et des membres de communautés, il a été convenu que les exploitants agricoles seraient priés de quitter les lieux et que 10 autres familles de petits agriculteurs y seraient réinstallées, mais ces mesures n'ont pas été appliquées.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en portugais, en anglais ou dans votre propre langue) :

- déclarez-vous inquiet pour la sécurité des quelque 40 familles vivant à l'Assentamento Santo Antônio Bom Sossego et l'Acampamento Vitória, dans la municipalité de Palmeirante, qui sont constamment menacées ;
- exhortez les autorités à enquêter sur tous les actes de violence et d'intimidation visant ces communautés et à conduire devant la justice les responsables présumés de ces agissements ;
- engagez-les à achever le processus de réforme agraire dans la région afin de garantir la sécurité à long terme de ces communautés.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 19 JUILLET 2011 À :

Secrétaire d'État à la Sécurité publique
de l'État du Tocantins

Exmo. Sr. Secretário de Estado
João Costa Ribeiro Filho
Palácio Araguaia - Pç. dos Girassóis,
s/nº Marco Central
77.001-900 - Palmas/TO, Brésil
Fax : +55 63 3218 6800

Formule d'appel : *Vossa Excelência*, /
Monsieur le Secrétaire d'État,

Secrétaire spéciale aux droits humains
du Brésil

Exma Sra. Ministra Maria do Rosário
Setor Comercial Sul - B, Quadra 9, Lote
C, Edifício Parque Cidade Corporate,
Torre "A", 10º andar,
Brasília, Distrito Federal, Brésil
CEP : 70308-200

Fax : +55 61 2025 9414
Formule d'appel : *Vossa Excelência*, /
Madame la Secrétaire spéciale,

Copies à :

Bureau régional de la Commission
pastorale de la terre
Comissão Pastoral da Terra - Tocantins
Rua Porto Alegre, 446,
Bairro São João, caixa postal : 50 –
CEP : 77.807-070 - Araguaína-To,
Brésil
Fax : +55 62 4008 6405

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Brésil dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

AMNESTY
INTERNATIONAL



ACTION URGENTE

IL FAUT PROTÉGER LES PETITS AGRICULTEURS DE LA VIOLENCE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Selon la Commission pastorale de la terre (CPT), les conflits fonciers ont provoqué plus d'un millier de meurtres depuis les années 1970. Parmi ces cas, très peu ont fait l'objet de poursuites ayant abouti. On estime que plusieurs centaines de militants ruraux courent un grave danger en raison de leur travail.

Les régions frontalières où les bûcherons et éleveurs illégaux sont présents dans le nord du pays, notamment dans l'État du Tocantins, sont également le théâtre de violences et de conflits ruraux. En raison du manque de présence effective des autorités dans ces régions et de l'absence de volonté politique d'intervenir, les élites rurales peuvent faire usage de la force en toute impunité contre les défenseurs de l'environnement et les militants œuvrant pour les droits fonciers.

L'impunité constitue un obstacle majeur. D'après la CPT, plus de 1 500 personnes ont été tuées dans le cadre de violences rurales depuis 1985, mais moins de 100 personnes ont été reconnues coupables de ces agissements. Une seule personne ayant ordonné un assassinat se trouve actuellement derrière les barreaux ; il s'agit de Vitalmiro Bastos de Moura, commanditaire du meurtre d'une religieuse, sœur Dorothy. Plus de 1 800 militants ruraux ont reçu des menaces de mort au cours des 10 dernières années : 42 d'entre eux ont été tués, et 30 ont été la cible de tentatives de meurtre.

Au cours du dernier mois, plusieurs personnes ont été tuées dans des attaques semblant viser les militants des droits sociaux et des droits humains dans l'État voisin du Pará et dans celui de Rondônia.

Le militant écologiste José Cláudio Ribeiro da Silva et son épouse Maria do Espírito Santo sont tombés dans une embuscade et ont été abattus près de leur domicile à Nova Ipixuna, dans l'État du Pará, le 24 mai. Ils luttèrent depuis de nombreuses années contre la déforestation de la forêt tropicale liée à l'exploitation du bois et à d'autres activités. Un homme qui aurait été témoin de leur meurtre, Erenildo Silveira dos Santos, a également été tué quatre jours plus tard.

Adelino Ramos, militant œuvrant pour la réforme agraire, est mort le 27 mai après avoir reçu six balles alors qu'il allait au marché avec sa femme et ses enfants. Il protestait depuis longtemps contre les activités des bûcherons illégaux dans l'État de Rondônia.

Les derniers meurtres en date ont eu lieu alors que le Congrès brésilien approuvait des modifications de la législation relative à la protection de l'environnement qui, selon de nombreux détracteurs, affaiblissent les protections actuelles et exposent les militants ruraux à un risque accru de violence.

AU 168/11, AMR 19/009/2011, 7 juin 2011

AMNESTY
INTERNATIONAL

